**150813 – L’oligarchie au pouvoir – Yvan Blot, Economica, Paris 2011**

Association « Agir pour la Démocratie Directe »

**Principe premier : le « Gestell », l’arraisonnement utilitaire de Martin Heidegger**

Exemple d’arraisonnement utilitaire : toutes mes relations ont un smartphone, je suis « obligé » d’en avoir un. Pour Heidegger, l’essence de la technique est cet arraisonnement. Ce processus échappe à l’homme, il est pris en main par le processus et devient un rouage du système d’ensemble – en allemand « ein Stück und nicht ein Teil » (un morceau et non une partie).

**L’oligarchie et la société :** p. 12 à 14

L’histoire de l’humanité est en grande partie celle de ses classes dirigeantes. Dans toutes les sociétés non « primitives » (le faible nombre de ses membres permet la consultation de tous avant toute décision qui engage la collectivité), des classes dirigeantes sont apparues et ont cherché à justifier leur domination, en général avec succès. Ce succès repose sur leur capacité à protéger la société du désordre extérieur et des ennemis intérieurs.

Ces classes dirigeantes tendent toutes à rechercher leur intérêt propre en trahissant le bien commun. Dans la classification grecque, la monarchie vise le bien commun à l’inverse de la tyrannie, l’aristocratie à l’inverse de l’oligarchie, la démocratie à l’inverse de la démagogie.

Du point de vue juridico-économique, les propriétaires, rois et aristocrates ont une vision à long terme de la gestion de leurs biens, ce qui n’est pas le cas des politiques élus et des gérants salariés nommés pour une période courte et aléatoire.

Sur le plan éthique, le caractère plus ou moins « héroïque » des gouvernants, leur capacité à se sacrifier pour autrui, est plus grand chez les militaires et les religieux, chez les savants ou les professeurs amoureux de la vérité, chez certains juges, policiers et magistrats attachés à la justice. Il disparaît chez les politiques, les membres d’un parti, les policiers élus par leurs concitoyens, comme aux États-Unis, les soit disant représentants de communautés, comme les syndicats et les associations communautaristes, qui défendent les intérêts de leurs mandants et les leurs à travers le pouvoir qu’ils acquièrent dans leurs organisations.

Aujourd’hui, les oligarchies sont celles de l’administration civile, des dirigeants de syndicats, ceux des groupes de pression culturels et cultuels, qui forment des réseaux en interaction puissante devant lequel le simple citoyen est sans force, en l’absence démocratie directe.

Ces oligarchies sont particulièrement puissantes dans les pays sans tradition aristocratique comme les États-Unis, la Russie, la Chine depuis Mao ou la France depuis la Révolution française qui a supprimé l’ordre ancien pour lui substituer un gouvernement civil de représentation parlementaire confié à des élus embrigadés dans des partis eux-mêmes moyen d’accéder au pouvoir suprême. Elles sont caractérisées par leur irresponsabilité, les irresponsables sanctionnés par la justice ou le vote étant remplacés par d’autres irresponsables au sein d’entreprises, de partis, de syndicats ou d’associations qui les nomment et les imposent à leurs mandants.

**Le « gestell » dans les temps modernes**

Au xxe siècle, on a connu le communisme et le nazisme, qui considèrent l’être humain comme une matière première au service de sa puissance. À la chute du iiie Reich, l’Amérique et l’Union soviétique sont les deux bastions du Gestell, en ce qu’elles prônent et mettent en œuvre l’utilitarisme déchaîné de la technique au service de la volonté de puissance, par la course aux armements et la sujétion des nations dans leur orbite à leurs intérêts.

« Le gestell, comme l’écrit Heidegger, détruit notre terre et nos racines, obscurcit notre ciel et nos valeurs, fait fuir la Divinité et le sacré et massifie totalement les hommes. Tout ce qui va dans le sens opposé est donc bienvenu : la défense des racines et des valeurs, la référence à un sacré en dehors de l’ego et la résistance à la massification barbare accomplie par les médias et par l’urbanisme, entre autres ! » p. 30

Ce gestell a besoin d’un homme interchangeable, apprécié uniquement pour son utilité. : toutes les distinctions essentielles doivent s’effacer, entre les hommes et les femmes (parité, théories du genre, etc). L’homme interchangeable doit présenter quatre caractéristiques (p.24) :

* Ne pas avoir de racines (ni race, ni nation, ni religion notamment) ;
* Ne pas avoir d’idéal : il doit être un consommateur et un producteur matérialiste et relativiste prêt à gober tous les produits lancés sur le marché et particulièrement les produits bancaires qui l’endettent pour mieux le soumettre. Le cas de la Grèce est symptomatique ;
* Ne pas avoir de religion hors celle de son propre ego, pour être plus facilement isolé donc manipulable ;
* Ne pas avoir de personnalité afin de se fondre dans la masse (il doit recevoir une éducation purement technique et utilitaire au détriment de la culture générale qui lui permettrait de se situer comme homme libre).

Le Gestell secrète les armes idéologiques qui permettent à l’oligarchie régnante de justifier son pouvoir. Le progrès, l’égalité, les droits de l’homme (en lieu et place des libertés fondamentales), la gouvernance démocratique sont proclamés « valeurs suprêmes ». Ces valeurs n’ont aucun fondement authentique. Derrière le progrès, il y a l’utilitarisme du Gestell qui détruit les racines, fait de l’homme une matière privée de patrie. Derrière l’égalité, il y a la destruction des libertés, l’oppression et la diffusion d’un esprit de haine qui déchire le tissu social, nécessitant encore plus d’État. Derrière les droits de l’homme, il y a la volonté de légitimer tous les caprices des ego, quitte à menacer l’ordre public et l’État de droit lui-même. Derrière la gouvernance démocratique, il y a l’oligarchie et la volonté d’empêcher le peuple de participer vraiment au débat public, sous le prétexte d’étouffer le « populisme ». p.77

Les quatre formes d’oligarchies p.81 :

* Les lobbies économiques, syndicaux ;
* Les partis politiques et plus généralement la classe politique ;
* Les bureaucraties d’État et des collectivités locales ;
* Les Médias et les autorités « morales ».

**Une communauté vivante**

Trois types de valeurs sont à promouvoir si l’on veut raviver le sentiment d’appartenance à la société dans laquelle nous vivons, qui est la France [au-delà, il n’y pas de communauté mais une bureaucratie] : les valeurs portées par l’histoire légendaire [par histoire légendaire il faut entendre quelque chose qui donne du sens à la vie, laquelle peut alors devenir une existence], la sensibilité propre à la langue française, les valeurs morales issues tout autant de notre histoire chrétienne que de notre histoire laïque. p. 131

Il n’y a en effet pas de nation sans volonté politique de ses citoyens d’en faire partie. p. 131

Cette volonté politique se traduit par le service national et la démocratie directe. p. 131

Pour ceci, quatre types de mesures sont envisageables p. 132 à 135 :

* L’enseignement du socle culturel : réévaluer la place de l’histoire et de la géographie dans l’enseignement du premier et du deuxième degré ;
* L’apprentissage du français, surtout pour l’intégration des étrangers ;
* Le renforcement de la formation morale, antidote au relativisme ambiant et à la dictature de l’ego ;
* L’application de l’article 3 de la Constitution : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l’exerce par ses représentants ET par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s’en attribuer l’exercice. » L’initiative populaire est une pétition pour soumettre au référendum un projet de loi voulu par les citoyens signataires sur un sujet que le gouvernement ou le parlement ignore ou a peur d’aborder. Elle a ses applications dans les différentes instances de responsabilité au sein du pays : canton, département, région ou nation.

**Exemple de la Suisse**

Tout pays, y compris la Suisse, a des oligarchies, c’est inévitable. Reste à savoir si elles ont toujours le dernier mot ou si le peuple peut rétablir l’équilibre : cela n’est possible que s’il peut se prononcer en direct sur les lois et les impôts. Les pays qui ont eu cette audace de faire confiance au peuple ont développé un mécanisme qui permet d’informer let de former le peuple. Lorsqu’il y a des référendums tous les six mois, vous recevez des brochures de l’État avec des arguments pour le oui et le non. Les médias parlent des problèmes de fond et pas seulement des querelles de personnes. Le niveau du débat politique monte et la qualité du civisme également. C’est un cercle vertueux. Chez nous c’est le cercle vicieux : on cherche à abrutir le peuple en le désinformant puis on crie : « vous voyez que les citoyens sont bêtes et irresponsables. Il ne faut pas leur laisser la possibilité de décider des choses importantes. » p.143

**Conclusion**

Les révolutions en Europe ont remplacé les aristocraties par les oligarchies. Cela n’a pas augmenté la moralité moyenne des décideurs, bien au contraire, et le peuple est resté à l’écart du processus de formation des lois. Il faut espérer que cette période s’achève. Victor Hugo a écrit un jour : « Dans l’histoire des peuples, c’est la Suisse qui aura le dernier mot ». Espérons qu’en suivant son modèle, on remplacera le monopole de l’oligarchie par une saine concurrence en permettant au peuple aussi de décider par référendums. P.144